



# COMMUNIQUÉ

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
CNW TELBEC CODE 01

## ***Situation du français***

### **QU'EST LE GOUVERNEMENT CHAREST A À CACHER ?**

MONTREAL, le 24 janvier 2008- Le député de Mercier et porte-parole du Parti Québécois en matière de relations internationales, de réforme des institutions démocratiques et de Francophonie, **Daniel Turp**, dénonce le manque de transparence du gouvernement Charest qui tente par tous les moyens d'empêcher les Québécois de connaître l'état du français au Québec.

« On nous a fait croire la réalisation d'une vaste étude à l'automne 2006 pour connaître la situation du français au centre-ville de Montréal; or, il s'agissait d'une simple note de service d'une page et demie. Aujourd'hui, on apprend que le gouvernement Charest cache depuis deux ans des études plus étoffées sur la situation du français. La question que l'on est en droit de se poser : qu'est-ce que le gouvernement Charest a à cacher? », a demandé **Daniel Turp**.

Le député s'est dit surpris d'entendre ce matin la ministre St-Pierre affirmer sans gêne que l'OQLF est indépendante et qu'elle ne répond pas aux demandes de la ministre. "C'est assez ironique. L'ancienne ministre responsable de la Charte, Line Beauchamp, disait textuellement en point de presse que la série de visites faites dans les commerces à l'automne 2006 par les agents de l'OQLF a été faite "à sa demande", tout juste avant la campagne électorale, afin de contrer la perception que l'anglais gagnait du terrain au centre-ville de Montréal, a indiqué **Daniel Turp**. De deux choses l'une : ou bien Mme Beauchamp a outrepassé son mandat, ou bien Mme St-Pierre ne connaît pas son rôle. Mais ce qui est clair, c'est qu'en cachant des choses, c'est le gouvernement Charest lui-même qui allume le feu", a poursuivi le député de Mercier.

« Pourquoi cherche-t-il à tromper la population? Que contiennent ses études qui ne font pas l'affaire du gouvernement Charest? Après deux ans de cachette, nous sommes en droit d'exiger la publication immédiate des études qui pourront aider à déterminer les mesures que le gouvernement devra mettre en oeuvre très rapidement », a conclu **Daniel Turp**.